L'assurance chômage appartient à toutes les personnes qui cotisent : empêchons cette nouvelle réforme !

Alors qu'il vient de dissoudre l'Assemblée National et plonger le pays dans l'incertitude, Macron a annoncé vouloir poursuivre sa nouvelle réforme de l'assurance chômage. Comme les 2 précédentes, elle va toujours dans le même sens : **moins de droits et d'indemnités pour les chômeur-ses.**

Alors qu'à peine un tiers d'entre elles et eux sont actuellement indemnisé-es, le gouvernement Attal ose prétendre agir ainsi pour l'emploi en luttant contre l'«assistantat». Le but : faire des économies sur nos cotisations et nous pousser à accepter le premier travail venu.

Alors que le comité d'évaluation de la réforme de 2019, pourtant tout acquis à la cause du gouvernement, a déclaré qu'aucun emploi stable n'avait été créé par sa réforme, celui-ci va :

- **Durcir encore l'accès à l'indemnisation qui passera de 6 mois travaillés (sur une période de 24 mois) à 8 mois travaillés sur une période de 20 mois.** Un tiers des chômeur-ses indemnisé-es sera concerné, à commencer par les plus précaires et les plus jeunes et l'Unedic pourra faire ainsi 2,8 milliards d'euros d'économies.
- **Réduire de 18 à 15 mois la durée de l'indemnisation,** cette réduction pouvant aller jusqu'à 12 mois en cas de taux de chômage officiel de moins de 6,5 %. Ce qui pourra faire

économiser à l'Unedic 3 milliards supplémentaires !

• **Reporter l'âge d'accès au régime « sénior » de 53 à 57 ans** sans même une mesure de lissage. Résultat une réforme d'une brutalité absolue pour plusieurs dizaines de milliers de chômeur-ses "seniors" qui voient leur durée d'indemnisation pour certain-es réduite d'un an ! Gain espéré par le gouvernement, 400 millions d'euros.

• **Mensualiser à 30 jours quel que soit le mois de l'année la durée d'indemnisation**, ce qui fera perdre 5 à 6 jours selon les années. Il n'y a décidément pas de petit profit !

Contre l'avis même de ses propres services, le **gouvernement s'apprête donc à voler à compter du 1er décembre dans les poches des travailleur-ses près de 4 milliards d'euros, faisant plonger dans la misère plusieurs centaines de milliers des plus fragiles d'entre eux et elles.**

Pour que ce braquage contre nos droits et moyens de subsistance cesse, il nous faut porter le combat dans l'unité la plus large, ne lâchons rien !

Le gouvernement tient à faire des JO de Paris sa vitrine. Obligeons-le à reculer sur la casse de notre système de solidarité en construisant des grèves massives !

SUD Culture (Spectacle Vivant)

Le 14 juin 2024